

L'ombre rouge : Suisse-URSS 1943-1944 : le débat politique en Suisse [Sophie Pavillon]

Autor(en): **Savary, Géraldine**

Objekttyp: **BookReview**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **36 (1999)**

Heft 1410

PDF erstellt am: **21.07.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

En 1943, la Suisse et l'URSS

En 1943, la Suisse doit-elle tenter un rapprochement avec l'Union soviétique?

Le Conseil fédéral hésite, l'URSS résiste.

Un ouvrage très documenté de Sophie Pavillon éclaire les ombres de l'histoire.

RECONNAISSANCE DIPLOMATIQUE OU pas. Telle est la question qui se pose au Département politique fédéral au cours de l'année 1943, au sujet de l'Union soviétique.

1943. La bataille de Stalingrad marque le début du repli des forces du Troisième Reich. La guerre n'est pas terminée mais la donne est en train de changer. La Suisse doit réévaluer ses relations diplomatiques avec l'URSS. C'est ce moment charnière de la politique extérieure helvétique que Sophie Pavillon, historienne à l'Université de Lausanne, s'est chargée d'étudier dans son mémoire de licence. Les éditions Antipodes ont eu la bonne idée de le publier. L'historienne donne un récit très fouillé des tractations diplomatiques, accompagné de nombreuses annexes, entre autres des lettres et notes souvent inédites.

Le camouflet de l'Union soviétique

Ce n'est de gaîté de cœur que le Conseil fédéral, par le biais du Département politique, engage un rapprochement avec l'URSS. Les relations étaient au point mort depuis longtemps. En 1918, la grève générale avait donné des sueurs froides au gouvernement helvétique, attisant son anti-bolchevisme et instituant pour longtemps une stricte inflexibilité dans l'établissement des relations politiques et commerciales avec l'Union soviétique. C'est aussi en 1918 que la mission soviétique dirigée par Jean Berzine est expulsée de Suisse. En 1923, Moritz Conradi, un Russe blanc tire sur le diplomate Vorovski. Le Conseil fédéral rejette la thèse de l'attentat politique. Ces événements montrent que la Suisse a coupé ses liens avec l'Union soviétique, même si elle garde un œil intéressé sur l'énorme potentiel économique du marché russe. En effet, de 1918 à 1943, aux milieux de gauche, traditionnellement favorables à l'URSS, s'étaient alliés ceux de l'industrie d'exportation, le Vorort en particulier, qui lorgnait sur ces nouveaux marchés à conquérir. Mais le Conseil fédéral, dont le représentant diplomatique est Marcel Pilet-Golaz, un des opposants les plus acharnés à l'URSS, ne fléchit pas.

Cependant, au lendemain de la victoire de Stalingrad, l'URSS est du côté

des vainqueurs. Aux voix qui s'élèvent pour reconnaître l'Union soviétique et tenter le rapprochement s'agrègent les secteurs de la bourgeoisie helvétique, préoccupés de l'avenir de la Suisse dans la constellation internationale de l'après-guerre. Le Département politique opère alors un discret rapprochement diplomatique avec l'URSS. A petits pas, dans les couloirs et les antichambres. Mais en novembre 1944, l'URSS refuse d'établir des relations diplomatiques avec la Suisse. L'affront est grave, le camouflet public. La *Pravda* critique violemment «l'aide économique considérable» apportée par la Suisse à l'Allemagne, ne manquant pas de citer le nom des entreprises-fournisseurs telles que Oerlikon ou Winterthur. Assumant toute la responsabilité d'un échec dont il est en grande partie responsable, le chef de la diplomatie helvétique, Marcel Pilet-Golaz se retire. Quant aux alliés, ils observent une prudente réserve. A l'extérieur comme à l'intérieur, le gouvernement helvétique essuie les reproches concernant sa politique pendant la guerre, et plus spécialement ses relations avec l'Allemagne nazie. Et, dit Sophie Pavillon, «on peut interpréter le refus soviétique comme un signe annonciateur de l'attitude peu amène que les Alliés adoptent à l'égard de la Suisse lors des négociations marquant la fin de la guerre.»

L'attitude de la Suisse au sortir de la guerre

Après les questions soulevées par les fonds en déshérence, après le débat porté sur l'attitude de la Suisse pendant et au sortir de la deuxième guerre mondiale, l'ouvrage de Sophie Pavillon apporte une contribution supplémentaire à l'éclaircissement, difficile, de l'histoire helvétique. Y sont stigmatisés l'étroitesse de la politique extérieure suisse, son anti-bolchevisme crispé, son attentisme diplomatique; elle montre aussi, comme le dit Jean-Claude Favez à propos de cet ouvrage (*Le Temps*, 20 novembre 1999), «que la neutralité ne peut tenir lieu de politique extérieure comme le croient aujourd'hui trop de citoyens.» gs

Sophie Pavillon, *L'ombre rouge, Suisse-URSS 1943-1944*, Le débat politique en Suisse, éditions Antipodes, Lausanne.